

Réaction de la Fédération de l'Éducation de la CNT-SO suite aux annonces de réouverture des crèches, écoles, collèges et lycées le 11 mai.

Encore une fois, derrière les effets d'annonce d'Emmanuel Macron, la réalité est bien plus complexe et une reprise des cours à partir du 11 mai est encore loin d'être une évidence.

Nous ne pouvons en effet pas dire aujourd'hui quelle sera la situation sanitaire dans un mois. Les régions ne sont pas touchées de la même manière par le virus, il est donc très important de prévoir une ouverture des locaux aménagée et progressive.

Cette progressivité devra tenir compte de différents paramètres :

- Les conditions sanitaires dans les différentes académies et donc les risques encourus en cas d'ouvertures prématurées. Il est hors de questions de risquer une seconde vague de contamination !
- La variété des publics et la taille des établissements à rouvrir : difficultés pour les plus jeunes de respecter toute la journée les gestes-barrière (en particulier en crèche et maternelle), risques quant à la réouverture des établissements accueillant plus de 100 personnes. Cela doit aussi remettre en avant la question de la réduction des effectifs par classe, de la maternelle à l'université, et donc de la création de nouveaux postes !
- Il faut absolument tenir compte des collègues les plus âgé·e·s, les plus fragiles face au virus ; on remarque parmi les salarié·e·s en activité décédé·e·s de nombreux·euses quinquagénaires ou proches de la retraite. Cela doit évidemment faire écho à la réforme des retraites qui prévoyait de nous faire travailler plus longtemps : cette crise nous montre bien que nous ne devons pas perdre notre vie à la gagner !
- L'état matériel des établissements notamment d'un point de vue sanitaire. On sait que l'accès aux toilettes et l'hygiène sont

actuellement des points noirs dans nos établissements.

Depuis hier le gouvernement reprend volontairement nos mots : Macron redécouvre « les jours heureux » (le programme du Conseil National de la Résistance basé sur la solidarité) et Blanquer découvre que les inégalités s'accroissent à l'école alors que son ministère a volontairement tourné le dos aux élèves les plus pauvres !

Nous ne sommes pas dupes : la date précipitée du 11 mai ne tient pas compte des élèves et du soucis d'égalité, il s'agit de faire reprendre le travail aux parents ! Ils n'ont pas changé : leur seul soucis c'est la croissance et les profits !



Pour nous, organisation syndicale, la priorité est la défense de la santé des travailleur·euse·s et des usagers·ères. Nous reprendrons le travail quand nous aurons la certitude que nos collègues et nos élèves ne sont pas en danger. Pour cela nous exigeons :

- La désinfection régulière des locaux et la certitude d'une mise à disposition du matériel de protection (gel, masques, gants...). Cela nécessite en amont une protection des agents préposé·e·s à cette fonction. Ces premières mesures ne devront pas faire oublier la remise aux normes des sanitaires d'un grand nombre d'établissements et plus généralement de la vétusté de nombreuses écoles (exemple marseillais).
- Une rentrée progressive qui assure la sécurité de tous et toutes, cet aménagement devra s'élaborer avec les représentant·e·s des personnels.
- Le dépistage systématique des personnels et des élèves.
- Le maintien de la possibilité d'arrêt pour garde d'enfants de plein droit pour tous·tes les salarié·e·s.

Au delà de ces questions de sécurité nous défendons aussi une approche pédagogique. Pas question de rouvrir pour reprendre le fonctionnement habituel. **Pas de pression du résultat, de la sélection ou des programmes !** Si le travail doit reprendre cela doit être de manière aménagée, transitoire et suivant des modalités définies collectivement par les équipes. Ce travail collectif de préparation à la réouverture des établissements devra être géré par les personnels, ceux·celles qui travaillent, qui prennent des risques et donc ceux·celles qui devront décider ou non de la reprise !

Si l'ensemble de ces conditions ne peuvent pas être remplies nous appellerons nos collègues à rester chez eux et pour cela nous nous servons de l'ensemble des outils que nous avons à notre disposition : droit de retrait ou de grève ! Sans progrès ni réponse de l'institution à ces demandes légitimes, la reprise en septembre est la seule solution sérieuse !

Nous n'oublions pas non plus nos revendications systémiques :

- Le rétablissement d'une véritable médecine du travail de prévention dans l'éducation.
- Un grand plan de relance des services publics en particulier dans la santé, l'éducation et l'aide aux personnes âgées. Gel des suppressions de postes, remise en place d'une réelle politique d'éducation prioritaire ! Il faut absolument revenir sur l'ensemble des reculs de ces dernières années : redonner des moyens doit permettre d'embaucher des personnels pour réduire des effectifs, augmenter les salaires et dégeler le point d'indice, retrait immédiat des contre-reformes : retraites, fonction publique, assurance chômage.

Les jours heureux et l'égalité c'est nous ! Nos vies avant leurs profits !



fede.educ.public@cnt-so.org - www.cnt-so.org